ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 36.065/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 31 octobre 2003, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de divers textes relatifs à la position juridique du personnel des services de police", a donné le 24 novembre 2003 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. En vertu des articles 5, 2°, et 7, 2°, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, le présent projet doit être soumis à l'accord des Ministres qui ont respectivement le budget et l'administration générale dans leurs attributions.

L'auteur du projet a joint à la demande d'avis une lettre dans laquelle le Ministre de la Fonction publique communique son accord , ainsi que celui du Ministre du Budget, pour autant qu'il soit tenu compte d'une série d'observations.

Le projet n'a manifestement pas tenu compte de toutes les observations ainsi formulées.

Dans ces conditions, la formalité précitée ne peut être considérée comme valablement accomplie.

2. Ainsi que l'indique la lettre de saisine, l'avis du Conseil consultatif des bourgmestres a été demandé concomitamment à la présente demande d'avis. Cet avis étant requis par l'article 8 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, le projet ne pourra être adopté avant que cet avis ne soit donné ou que le délai pour ce faire ne soit écoulé.

3. Il est rappelé que si à la suite de l'accomplissement de ces formalités, le projet devait encore subir des modifications, celles-ci devraient être soumises à l'avis de la section de législation.

Fondement juridique

Dispositif

Article 2

La nomination des membres du personnel de la police locale fait l'objet des articles 53 à 56 de la loi du 7 décembre 1998, précitée.

Ces règles diffèrent selon que les nominations concernent les officiers supérieurs de la police locale, qui sont nommés par le Roi sur présentation motivée du conseil communal ou du conseil de police en vertu de l'article 53 de la loi, les officiers non-supérieurs, qui sont nommés par le conseil communal ou le conseil de police selon les modalités déterminées par ou en vertu des articles 54 et 55 de la loi, ou les autres membres de la police locale, pour lesquels l'article 56 de la loi prévoit que

> "... le conseil communal ou le conseil de police nomme ou recrute les autres membres de la police locale, selon les conditions et modalités déterminées par le Roi".

La loi fait donc clairement une distinction entre les officiers supérieurs de la police locale, qui sont nommés par le Roi sur présentation motivée du conseil communal ou du conseil de police, et les autres membres de la police locale qui sont nommés par le conseil communal ou le conseil de police.

Cette distinction serait dépourvue de tout effet utile si, pour les emplois pour lesquels la loi accorde un pouvoir au conseil communal ou au conseil de police, le Roi pouvait prévoir que les nominations sont effectuées d'office par la seule application des règles qu'il établit.

En prévoyant à l'article VI.II.3*bis*, en projet, que le candidat aspirant inspecteur de police qui, lors du recrutement, a exprimé le choix d'être affecté dans une des zones de police locale de la Région de Bruxelles-Capitale dont les effectifs sont déficitaires, "est nommé dans ladite zone dès sa réussite à la formation de base", et que si plusieurs candidats sont dans cette situation, "le classement établi à l'issue de la formation de base détermine les lauréats", le projet méconnaît l'article 56 de la loi.

Celle-ci n'empêche pas le Roi de fixer des règles de nominations établissant un classement entre les candidats et imposant au conseil communal de respecter ce classement. Mais le conseil communal ou de police doit à tout le moins garder le pouvoir de décider de nommer ou de ne pas nommer le candidat, qui, en vertu des règles fixées, bénéficie d'une priorité à la nomination.

Article 4

Dans la mesure où l'allocation prévue par ces dispositions vise à rémunérer la connaissance d'une seconde langue utile au service dans lequel l'agent est affecté, les raisons pour lesquelles cette allocation ne serait attribuée qu'aux seuls membres des corps administratifs et logistiques relevant des zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale n'apparaissent pas à première vue.

Il n'est dès lors pas exclu que, faute de justification raisonnable, cette différence de traitement apparaisse comme contraire au principe d'égalité.

Elle pourrait également être déclarée contraire à l'article 119 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, dans la mesure où, en ce qui concerne les membres du personnel administratif et logistique effectuant leurs services dans la Région de Bruxelles-Capitale, l'allocation de bilinguisme ne serait attribuée qu'à ceux qui sont employés par la police locale, et non à ceux qui le sont par la police fédérale.

Cet article 119 dispose en effet :

> "Le statut est le même pour tous les fonctionnaires de police, qu'ils appartiennent à la police fédérale ou à la police locale. La même règle vaut, par catégories, pour les agents auxiliaires de police et pour le personnel du cadre administratif et logistique."

Au cours des travaux préparatoires, il a été souligné que l'affirmation du principe selon lequel les membres des services de police devaient avoir le même statut était indispensable à la mise en place d'une police intégrée dans laquelle des personnes des deux niveaux devraient travailler ensemble et afin de garantir la mobilité entre polices locales et entre celles-ci et la police fédérale [1].

L'article 119 ne s'oppose évidemment pas à ce que le statut établisse des règles particulières à des catégories déterminées de membres du personnel. Cette disposition serait toutefois dépourvue de tout effet utile si elle devait être interprétée comme ne s'opposant pas à ce qu'une personne puisse avoir des droits et des obligations distincts pour la seule raison qu'elle est employée par un service de police locale plutôt que par la police fédérale ou inversement.

Articles 5 à 8

Alors que l'article XI.III. 28 PJ Pol, inséré dans un chapitre V intitulé "De l'allocation «Région Bruxelles-Capitale»", prévoit l'octroi d'une allocation annuelle aux membres du personnel affectés à un emploi sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale (allocation dont le montant varie en fonction du temps de présence - voir annexe 7 P J Pol), les articles 5 à 8 du projet d'arrêté tendent à apporter trois modifications à ce système :

1° le champ d'application de l'article XI.III. 28 PJ Pol est restreint de manière à ne plus viser que la police fédérale (voir le tableau 1 de l'annexe 7 PJ Pol, en projet);

2° l'article XI.III. 28*bis* P J Pol, en projet, maintient le droit à cette même allocation pour les membres du personnel du cadre opérationnel affectés à un emploi dans une des zones de la police locale de la Région de Bruxelles-Capitale, tout en prévoyant que cette allocation est octroyée dès la première année (voir le tableau 2 de l'annexe 7 PJ Pol, en projet);

(1) Doc. parl., Chambre, n° 1676/1- 97/98, p. 69 et n° 1676/8 - 97/98, p. 39.

3° l'article XI.III. 28*ter*, PJ Pol, en projet, prévoit l'octroi aux seuls inspecteurs de police qui sont nommés dans un corps de police locale de la Région de Bruxelles-Capitale dont les effectifs sont "déficitaires" par rapport au cadre du personnel de la zone d'une nouvelle allocation annuelle (voir la colonne 7 du tableau 2 de l'annexe 7 PJ Pol, en projet) qui est due dès l'engagement et qui peut être cumulée avec celle prévue par l'article XI.III. 28*bis* PJ Pol, en projet. L'octroi de cette allocation complémentaire est cependant subordonné à un engagement écrit de l'intéressé de respecter un temps de présence de cinq ans dans cette zone de police. Cet engagement est, par ailleurs, renouvelable.

Comme il vient cependant d'être observé à propos de l'article 4, l'article 119 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, s'oppose à ce qu'une personne puisse avoir des droits et des obligations distincts pour la seule raison qu'elle est employée par un service de police locale plutôt que par la police fédérale ou inversement. Les articles 5 à 8 paraissent donc contraires à l'article 119, précité, dès lors qu'ils instaurent une différence de statut entre fonctionnaires de police employés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et ce, en fonction du niveau, fédéral ou local, auquel ils appartiennent.

Selon le fonctionnaire délégué, les allocations prévues par le projet se justifient par le fait que les zones de police locale de la Région de Bruxelles-Capitale sont gravement déficitaires en inspecteurs de police, faute de candidats. Cette situation serait propre aux zones de police locale de la Région de Bruxelles-Capitale et justifierait, notamment, qu'une allocation supplémentaire soit octroyée aux seuls inspecteurs de ces zones et pour autant qu'ils s'engagent à y rester cinq ans.

L'allocation prévue par l'article XI.III.28*ter*, en projet, ne serait effectivement payée qu'aux inspecteurs des zones de police locale bruxelloises "dont les effectifs (seraient) déficitaires par rapport au cadre du personnel de la zone". Toutefois une telle notion de "zone de police déficitaire" n'est pas claire. Une nomination résulte, en effet, en principe d'une place vacante au cadre : la zone qui procède à un recrutement serait donc toujours en principe "déficitaire". Le critère serait donc pratiquement inopérant.

En outre, en ce qui concerne l'allocation prévue par l'article XI.III.28*bis*, il est prévu de l'octroyer aux membres du personnel du cadre opérationnel affectés à un emploi dans une des zones de police locale de la Région de Bruxelles-Capitale. Il n'est toutefois pas requis que la zone en question soit déficitaire.

Afin de mieux rencontrer l'intention de l'auteur du projet tout en respectant tant le principe d'égalité que le principe de l'obligation de statut unique telle que celle-ci est formulée par l'article 119 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, il convient donc :

- d'une part, de définir, selon des critères susceptibles de justifier une différence de traitement au regard des principes précités, la notion de zone de police locale "déficitaire";

- d'autre part, de recourir également à cette notion en ce qui concerne l'allocation prévue par l'article XI.III. 28*bis*, en projet, avec cette conséquence que les membres du personnel du cadre opérationnel des zones de police locale qui ne seraient pas "déficitaires" se verraient appliquer l'article XI.III. 28 PJ Pol.

Sous réserve de ce qui précède, les articles 5 à 8 appellent les observations qui suivent.

Article 5

Selon le fonctionnaire délégué, l'allocation prévue par l'article XI.III.28 ne serait donc plus due qu'aux seuls membres de la police fédérale, les bénéficiaires de l'allocation XI.III.28*bis* en étant exclus. Si cette intention ressort du tableau 1 de l'annexe 7 en projet, elle n'apparaît cependant pas de l'article XI.III.28 tel que modifié par le présent projet.

Article 6

"La date d'entrée en vigueur de l'article XI.III.28" à laquelle l'alinéa 2 de l'article XI.III.28*bis*, en projet, se réfère est le 1er janvier 2002, en vertu de l'article XIII.II.1er, 2°, du même arrêté.

Mieux vaut, dès lors, indiquer expressément cette date.

Article 7

Il ne ressort pas du texte de la disposition en projet si l'allocation qu'elle prévoit est versée annuellement.

Par ailleurs, il n'apparaît pas clairement si l'allocation prévue par la présente disposition reste due si, au terme du premier délai de cinq ans, l'inspecteur renouvelle son engagement mais que la zone de police concernée n'est plus "déficitaire".

Si l'intention est, comme l'a indiqué le fonctionnaire délégué, que l'inspecteur conserve son allocation, alors il y a lieu de préciser à l'alinéa 2 que le caractère déficitaire de la zone s'apprécie lors du premier engagement.

Article 10

La détermination du moment à partir duquel un aspirant peut valablement poser sa candidature pour un emploi déclaré vacant fait l'objet de deux dispositions, prises chacune par le Roi sur la base de l'article 121 de la loi du 7 décembre 1998, précitée. Il s'agit de l'article VI.II.10, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal du 30 mars 2001 et de l'article 4 de l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police. Ces deux dispositions sont, pour partie, redondantes et, pour partie, incompatibles.

Le projet ne modifie que l'article 4 de l'arrêté royal du 20 novembre 2001, mais y prévoit une exception qui constitue également une dérogation à l'article VI.II.10, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal du 30 mars 2001.

Mieux vaut abroger l'article 4 de l'arrêté royal du 20 novembre 2001 et adapter en conséquence l'article VI.II.10, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 mars 2001.

Article 15

La non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut, toutefois, être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Compte tenu de ce principe, il y a lieu de ne pas donner un effet rétroactif aux articles 1er, 2 et 10 du projet, dès lors que ces dispositions tendent à modifier l'organisation du travail ou les conditions de nomination.

Les autres dispositions peuvent avoir un tel effet dans la mesure où elles tendent exclusivement à octroyer des avantages aux membres du personnel des services de police qu'elles déterminent.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. van COMPERNOLLE,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.065/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 oktober 2003 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van verschillende teksten betreffende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten", heeft op 24 november 2003 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Krachtens de artikelen 5, 2°, en 7, 2°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole moet dit ontwerp worden voorgelegd aan de akkoordbevinding van de ministers tot wier respectieve bevoegdheid de begroting en het algemeen bestuur behoort.

De steller van het ontwerp heeft bij de adviesaanvraag een brief gevoegd waarin de Minister van Ambtenarenzaken meedeelt dat hij en de Minister van Begroting met het ontwerp akkoord gaan mits rekening wordt gehouden met een reeks opmerkingen.

In het ontwerp is kennelijk niet met alle aldus gemaakte opmerkingen rekening gehouden.

In die omstandigheden kan het voormelde vormvereiste niet geacht worden op geldige wijze vervuld te zijn.

2. Zoals uit de brief met de adviesaanvraag blijkt, is dit ontwerp tegelijkertijd aan de Raad van State en aan de adviesraad van burgemeesters ter fine van advies voorgelegd. Aangezien het advies van de adviesraad van burgemeesters vereist is krachtens artikel 8 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, mag het ontworpen besluit niet worden

aangenomen zolang dat advies niet gegeven is of zolang de termijn waarbinnen advies moet worden uitgebracht, niet verstreken is.

3. Er wordt aan herinnerd dat, wanneer het ontwerp ten gevolge van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen mocht ondergaan, die wijzigingen alsnog om advies aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd.

Rechtsgrond

Dispositief

Artikel 2

De benoeming van de personeelsleden van de lokale politie wordt geregeld in de artikelen 53 tot 56 van de voormelde wet van 7 december 1998.

Die regels verschillen naargelang het gaat om de benoeming van hogere officieren van de lokale politie, die krachtens artikel 53 van de wet door de Koning worden benoemd op gemotiveerde voordracht van de gemeenteraad of van de politieraad, om de benoeming van andere officieren, die door de gemeenteraad of door de politieraad worden benoemd volgens de nadere regels bepaald in of krachtens de artikelen 54 en 55 van de wet, of om de benoeming van andere personeelsleden van de lokale politie, in verband met wie in artikel 56 van de wet het volgende wordt bepaald:

> "De gemeenteraad of de politieraad benoemt of werft de andere leden van de lokale politie aan, volgens de voorwaarden en nadere regels vastgesteld door de Koning".

In de wet wordt dus een duidelijk onderscheid gemaakt tussen de hogere officieren van de lokale politie, die door de Koning worden benoemd op gemotiveerde voordracht van de gemeenteraad of van de politieraad, en de overige leden van de lokale politie, die door de gemeenteraad of door de politieraad worden benoemd.

Dat onderscheid zou volstrekt doelloos zijn als de Koning voor de betrekkingen waarvoor de gemeenteraad of de politieraad krachtens de wet de benoemende overheid zijn, kon bepalen dat de benoemingen ambtshalve geschieden door de loutere toepassing van de regels die Hij vaststelt.

Doordat in het ontworpen artikel VI.II.3*bis* wordt bepaald dat de kandidaat aspirant-inspecteur van politie die in het raam van de aanwerving de voorkeur heeft geuit om te worden aangewezen in één van de zones van lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan de personeelsbezetting deficitair is, "in die zone (wordt) benoemd ... zodra hij geslaagd is (voor) de basisopleiding" en dat wanneer zulks het geval is met verscheidene kandidaten "de laureaten bepaald (worden) in functie van hun rangschikking op het einde van de basisopleiding", houdt het ontwerp een schending in van artikel 56 van de wet.

De wet belet de Koning niet regels voor de benoeming vast te stellen waardoor onder de kandidaten een rangschikking wordt opgemaakt en waarbij de gemeenteraad verplicht wordt die rangschikking te volgen. De gemeenteraad of de politieraad moet evenwel op zijn minst bevoegd blijven te beslissen om al dan niet over te gaan tot het benoemen van de kandidaat die krachtens de vastgestelde regels voorrang geniet bij de benoeming.

Artikel 4

Doordat de toelage waarin [die bepalingen] voorzien, bedoeld is als vergoeding voor de kennis van een tweede taal die nuttig is voor de dienst waaraan het personeelslid verbonden is, is op het eerste gezicht niet duidelijk om welke redenen die toelage alleen zou worden toegekend aan de leden van het administratief en logistiek kader die behoren tot de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Bij ontstentenis van redelijke verantwoording kan dan ook niet worden uitgesloten dat die verschillende behandeling overkomt als zijnde strijdig met het gelijkheidsbeginsel.

Die verschillende behandeling zou ook strijdig kunnen worden verklaard met artikel 119 van de voormelde wet van 7 december 1998 doordat, onder de personeelsleden van het administratief en logistiek kader die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest prestaties verrichten, de tweetaligheidstoelage alleen zou worden toegekend aan degenen die bij de lokale politie werken en niet aan degenen die bij de federale politie werken.

Het artikel 119 in kwestie luidt immers als volgt:

> "Het statuut is voor alle politieambtenaren gelijk, ongeacht of zij tot de federale politie of tot de lokale politie behoren. Hetzelfde geldt, per categorie, voor de hulpagenten van politie en het personeel van het administratief en logistiek kader."

Tijdens de parlementaire voorbereiding is benadrukt dat het principe naar luid waarvan alle leden van de politiediensten hetzelfde statuut dienden te hebben van wezenlijk belang was voor de inplaatsstelling van een geïntegreerde politie waarin personeelsleden van twee niveaus zouden moeten samenwerken en teneinde mobiliteit tussen lokale politiediensten onderling en tussen lokale politiediensten en de federale politie mogelijk te maken [1].

Artikel 119 staat er uiteraard niet aan in de weg dat het statuut voorziet in bijzondere regels voor welbepaalde categorieën personeelsleden. Die bepaling zou evenwel volstrekt doelloos zijn als ze in die zin zou worden geïnterpreteerd dat ze er niet aan in de weg zou staan dat een persoon andere rechten en verplichtingen kan hebben om de loutere reden dat hij werkzaam is bij een lokale politiedienst en niet bij de federale politie of omgekeerd.

Artikelen 5 tot 8

Terwijl artikel XI.III.28 RPPol, dat deel uitmaakt van een hoofdstuk V, met als opschrift "De toelage «Brussels Hoofdstedelijk Gewest»", voorziet in de toekenning van een jaarlijkse toelage aan de personeelsleden die aangewezen zijn voor een betrekking op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (een toelage waarvan het

---

(1) Gedr. St. Kamer, nr. 1676/1 - 97/98, blz. 69 en nr. 1676/8 - 97/98, blz. 39.

bedrag varieert naargelang van de aanwezigheidsperiode - zie bijlage 7 bij RPPol), strekken de artikelen 5 tot 8 van het ontwerpbesluit ertoe in die regeling drie wijzigingen aan te brengen:

1° de werkingssfeer van artikel XI.III.28 RPPol wordt beperkt tot alleen de federale politie (zie tabel 1 van de ontworpen bijlage 7 bij RPPol);

2° bij het ontworpen artikel XI.III.28*bis* RPPol wordt het recht op diezelfde toelage behouden voor de personeelsleden van het operationeel kader die aangewezen zijn voor een betrekking in een van de zones van lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en wordt tegelijk bepaald dat die toelage vanaf het eerste jaar wordt toegekend (zie tabel 2 van de ontworpen bijlage 7 bij RPPol);

3° in het ontworpen artikel XI.III.28*ter* RPPol wordt bepaald dat alleen aan de inspecteurs van politie, benoemd in een korps van lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan de personeelsbezetting "deficitair" is ten aanzien van de personeelsformatie van de zone, een nieuwe jaarlijkse toelage wordt toegekend (zie kolom 7 van tabel 2 van de ontworpen bijlage 7 bij RPPol) die vanaf de aanwerving verschuldigd is en gecumuleerd kan worden met die waarin het ontworpen artikel XI.III.28*bis* RPPol voorziet. Die aanvullende toelage kan evenwel alleen worden toegekend wanneer de betrokkene zich er schriftelijk toe verbindt een aanwezigheidstermijn van vijf jaar in die politiezone na te komen. Die verbintenis kan bovendien worden vernieuwd.

Zoals in verband met artikel 4 is opgemerkt, staat artikel 119 van de voormelde wet van 7 december 1998 er evenwel aan in de weg dat een persoon andere rechten en verplichtingen zou hebben om de loutere reden dat hij werkzaam is bij een lokale politiedienst en niet bij de federale politie of omgekeerd. De artikelen 5 tot 8 lijken dan ook strijdig met het voormelde artikel 119, aangezien daarbij een verschil qua statuut wordt ingesteld tussen politieambtenaren die werkzaam zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zulks naargelang van het niveau, het federale of het lokale, waartoe ze behoren.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn de toelagen waarin het ontwerp voorziet gerechtvaardigd doordat er in de zones van lokale politie van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest bij gebrek aan kandidaten een grote onderbezetting is wat de inspecteurs van politie betreft. Deze situatie zou zich alleen voordoen in de zones van lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zou voldoende grond opleveren om inzonderheid een extra toelage toe te kennen aan alleen de inspecteurs van die zones, voorzover zij zich ertoe verbinden daar vijf jaar te blijven werken.

De toelage waarin het ontworpen artikel XI.III.28*ter* voorziet, zou alleen betaald worden aan de inspecteurs van de Brusselse zones van lokale politie "waarvan de personeelsbezetting deficitair (zou zijn) ten aanzien van de personeelsformatie van de zone". Het begrip "politiezone met deficitaire personeelsbezetting" is evenwel niet duidelijk. Een benoeming is immers in principe het gevolg van een vacante betrekking in de personeelsformatie: een zone die aanwerft, zou dus in principe altijd "een deficitaire personeelsbezetting" hebben. Dat criterium zou dus praktisch niet werkbaar zijn.

Bovendien wordt, wat betreft de toelage waarin artikel XI.III.28*bis* voorziet, bepaald dat deze wordt toegekend aan de personeelsleden van het operationeel kader die aangewezen zijn voor een betrekking in één van de zones van lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Er staat evenwel niet dat die zone deficitair moet zijn.

Om de bedoeling van de steller van het ontwerp beter weer te geven en daarbij zowel het gelijkheidsbeginsel in acht te nemen als het beginsel dat er slechts één statuut mag zijn zoals dat voorgeschreven is in artikel 119 van de genoemde wet van 7 december 1998, dient bijgevolg:

- enerzijds, het begrip "deficitaire" zone van lokale politie gedefinieerd te worden aan de hand van criteria die een verschil in behandeling ten aanzien van de genoemde beginselen kunnen rechtvaardigen;

- anderzijds, dat begrip ook gehanteerd te worden wat betreft de toelage waarvan sprake in het ontworpen artikel XI.III.28*bis*, met dit gevolg dat voor de personeelsleden van het operationeel kader van de zones van lokale politie die niet "deficitair" zouden zijn, artikel XI.III.28 RPPol zal gelden.

Onder voorbehoud van het bovenstaande, geven de artikelen 5 tot 8 aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Artikel 5

Volgens de gemachtigde ambtenaar zou de toelage waarin artikel XI.III.28 voorziet dus alleen nog maar verschuldigd zijn aan de leden van de federale politie, aangezien diegenen die de toelage XI.III.28*bis* genieten daarvan uitgesloten zijn. Die opzet blijkt weliswaar uit tabel 1 van de ontworpen bijlage 7, maar niet uit artikel XI.III.28 zoals dat gewijzigd wordt bij het onderhavige ontwerp.

Artikel 6

"De datum van inwerkingtreding van artikel XI.III.28" waarnaar verwezen wordt in het tweede lid van het ontworpen artikel XI.III.28*bis*, is, krachtens artikel XIII.II.1, 2°, van hetzelfde besluit, 1 januari 2002.

Het zou dan ook beter zijn die datum uitdrukkelijk te vermelden.

Artikel 7

Uit de ontworpen bepaling blijkt niet of de toelage waarin ze voorziet jaarlijks wordt gestort.

Bovendien is het ook niet duidelijk of de toelage waarin deze bepaling voorziet verschuldigd blijft indien de inspecteur, na de eerste termijn van vijf jaar, zijn dienstneming verlengt maar de betrokken politiezone niet meer "deficitair" is.

Indien het, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft aangegeven, de bedoeling is dat de inspecteur zijn toelage behoudt, dient in het tweede lid gepreciseerd te worden dat het deficitaire karakter van de zone beoordeeld wordt bij de eerste indienstneming.

.../...

Artikel 10

Hoe het tijdstip moet worden bepaald vanaf hetwelk een aspirant rechtsgeldig kan solliciteren naar een vacant verklaarde betrekking, wordt geregeld in twee bepalingen, die elk uitgevaardigd zijn door de Koning op grond van artikel 121 van de genoemde wet van 7 december 1998. Het gaat om artikel VI.II.10, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 en artikel 4 van het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten. Die twee bepalingen zijn gedeeltelijk overbodig en gedeeltelijk onverenigbaar.

Het ontwerp wijzigt alleen artikel 4 van het koninklijk besluit van 20 november 2001, maar voorziet daarbij in een uitzondering die tevens een afwijking vormt van artikel VI.II.10, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001.

Het zou beter zijn artikel 4 van het koninklijk besluit van 20 november 2001 op te heffen en artikel VI.II.10, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 dienovereenkomstig aan te passen.

Artikel 15

Als algemeen rechtsbeginsel geldt dat administratieve handelingen geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien er geen wet is die terugwerkende kracht toestaat, kan terugwerking alleen uitzonderlijk worden aanvaard wanneer ze meer bepaald noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst of om een feitelijke of rechtelijke situatie te regulariseren en voor zover hierbij de vereisten inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in acht worden genomen.

Gezien dat beginsel is er geen grond om terugwerking te verlenen aan de artikelen 1, 2 en 10 van het ontwerp, aangezien die bepalingen ertoe strekken de organisatie van het werk of de benoemingsvoorwaarden te wijzigen.

De overige bepalingen mogen wel terugwerken aangezien deze er uitsluitend toe strekken voordelen te verlenen aan de personeelsleden van de politiediensten die zij aanwijzen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
Meneer	J. van COMPERNOLLE,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS